

L'Inspection du Travail est exsangue, Le Front Populaire doit lui redonner des couleurs !

La Direction Générale du Travail (DGT) vient de publier les résultats de son enquête sur les effectifs de l'inspection du travail au 1^{er} trimestre 2024. Nous y apprenons que le territoire ne compte plus aujourd'hui en théorie que 2000 postes d'agent.es de contrôle. Le ministère continue donc à supprimer des postes sans compenser les départs à la retraite, alors que le nombre de salarié.es du secteur privé, pour lesquels l'inspection du travail est compétente, ne cesse d'augmenter et a dépassé les 21 millions au dernier trimestre 2023. On compte en moyenne un poste d'inspecteur du travail pour 10 500 salariés. La France se situe ainsi désormais en deçà du ratio de l'Organisation Internationale du Travail, pourtant déjà insuffisant, d'un agent pour 10 000 salarié.es dans les pays industrialisés.

Le tableau est encore plus catastrophique si l'on prend en compte non pas le nombre de postes théoriques, mais les effectifs réellement présents, puisque le ratio est alors d'un agent de contrôle pour 13200 salarié.es. En effet, sur les 2000 postes qui subsistent, 409 sont vacant (plus de 20% !). Plus de quatre millions de salarié.es sont privé.es de service public de l'inspection du travail. Alors même que la France a chuté en Europe dans la queue de peloton des morts au travail, Macron, Pénicaud, Borne, Dussopt et Vautrin auront donc conduit l'inspection du travail à son plus bas niveau historique, et en dessous des standards préconisés par les institutions internationales pour les pays développés. Il évident que l'extrême droite, dont plusieurs de ses représentant.es se sont illustré.es par leur opposition farouche à l'action de l'inspection du travail en faveur de la protection des salarié.es, poursuivrait et amplifierait cette politique si elle arrivait au pouvoir

Le 09 juin, le Président de la République a déclaré en prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale vouloir « redonner le choix au français ». Pour le SNTEFP CGT, le choix est clair : le Nouveau Front Populaire, pour en finir avec le démantèlement de l'inspection du travail et de tous les services publics